

Le 8 juin 2011 : annonce de l'arrêt concernant la copropriété "**Le VOGEL**". Sur le champ, Me Boullez, notre avocat à la Cour de Cassation, téléphonait à Me Derrida, lequel nous transmettait le soir même les résultats tant attendus. Selon lui, **tous les arrêts seraient motivés de façon identique**. Me Derrida ajoutait dans sa lettre du 8 juin 2011 : *"Je ne peux pas ne pas penser à cet instant au travail inlassable qu'aura mené notre regretté Mr Gilbert DRIANCOURT pour aboutir au présent résultat"*. **Merci à l'UPDA....**

Nous détenons maintenant tous les originaux des 13 copropriétés ou US en ce sens : la cour de cassation a confirmé tous les jugements et arrêts précédents. Elle rejette les pourvois et condamne Alfaga Sati aux dépens. Elle déclare irrecevable les demandes de mise en cause de l'assureur AXA, s'agissant d'honoraires indûment perçus, et non d'une faute professionnelle couverte par une assurance RCP.

Ainsi, toutes **les sommes réclamées par les copropriétés**, comme listées précédemment dans nos notes récapitulatives et chiffrées, **restent dues, augmentées des intérêts au taux légal.**

Au nom des copropriétaires **victimes pendant des années des abus du groupe SATI-SMA**, le Président de l'**U.P.D.A.** avait déjà fait savoir aux Stés **Pierre & Vacances et sa filiale Sogire**, que ces arrêts confirmeraient simplement que « la Loi Hoguet est encore applicable dans notre pays... » De plus, la tentative de faire payer AXA à sa place, a avorté.
Il s'agit maintenant de faire exécuter les décisions engageant P & V.

C'est donc maintenant à P&V d'honorer la garantie de passif réelle, non limitée, ni dans le temps, ni, semble-t-il, dans son montant, qu'elle avait accordée lors de la cession d'**Alfaga Sati, filiale de la Sté IMI holding** (Rappelons que le Tribunal arbitral avait récemment validé cette garantie)

L'audience au **Tribunal de Commerce** contre Alfaga Sati, initiée par les deux copropriétés Vogel et Tournavelles, choisies pour l'ensemble des copropriétés, était fixée au 11 juillet à Chambéry. **Une demande de report a été admise** alors qu'aucun élément précis n'a démontré une volonté de **P & V** de faire réellement jouer la garantie de passif, avec, par exemple, l'envoi de premiers fonds. Si **Me Segard** se laissait aller à ne pas faire en sorte de **se faire payer par P&V ce qui lui est dû**, (c'est-à-dire l'argent des copropriétés), **il engagerait lourdement sa responsabilité d'administrateur judiciaire.**

Malheureusement, comme il y a plus de 5 000 000 € en jeu, l'imprévisible, l'inenvisageable..., est arrivé : une ultime démarche rapide, massive et suicidaire **de la part des « vaincus », Pierre & Vacances/Sogire, qui ont assigné au Tal de Cce de Paris les Stés Alfaga Sati et la SAS IMI Holding, dirigées actuellement par Me Segard** (Administrateur judiciaire, désormais seul maître à bord des 121 résidus extraits de la nébuleuse galaxie des 225 entités du groupe Moubayed, et **non repris par IPE/Urbania/Gacon**, qui n'est donc pas juge et partie.

(Mr Moubayed est décédé avant l'été ; MM Samer Younes et Elix RizKallah, ses deux principaux directeurs, sont partis)..